

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juillet 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 20
Procuration(s) : 2
Absent(s) : 4
Nombres de votants : 22
Votes pour : 22
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : vendredi 30 juin 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0138

Relative à la signature d'une convention de délégation de mission à l'OCD pour l'envoi d'artistes au Mozambique pour un budget de 5620,00 euros dans le cadre de la coopération internationale 2023

L'an deux mille vingt-trois, le douze juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Salime MDERE, Madame Rosette VITTA, Madame Farianti MDALLAH, Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la loi n°2007-147 du 02 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements, dite loi Thiollière ;
- Vu la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu la délibération N°DL_AP2023_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;
- Vu le rapport n°2023-01830 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu l'avis de la Commission Développement Économique et Coopération Décentralisée en date du 7 juillet 2023.

Considérant la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Coopération décentralisée et d'action internationale, adopté par l'assemblée départementale le 17 octobre 2018 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** de valider la convention de partenariat avec France Volontaire sur le dispositif VSI pour un montant de **5 620,00 euros** dans le cadre de la coopération internationale 2023 ;
- Article 2 :** d'imputer cette dépense sur le chapitre 6574 du budget du Département de Mayotte ;
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération ;
- Article 4 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**



Ben Issa OUSSENI

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE
MAYOTTE**

8 bd Halidi SELEMANI – BP 101
97645 MAMOUDZOU Cedex
0269 66 10 00
www.cg976.fr

Objet :
**Délégation de Mission à
l' OCD**

Affaire suivie par :
Jérôme SAKILA
Chargé FEDER

Email : jerome.sakila@cg976.fr

DELEGATION DE MISSION

Je soussigné *Ben Issa OUSSENI*, président du Conseil Départemental de Mayotte (976) délègue par la présente à l'Office Culturel Départemental , dont la fonction est *d'organiser la diffusion et la création de formes artistiques relevant du patrimoine et du répertoire mahorais ainsi que de la création contemporaine*, la mission d'organiser l'envoi d'un artiste mahorais au mozambique dans le cadre du festival Reiz.

L'artiste retenu prendra également part à la résidence artistique organisée par le Centre Culturel Franco-Mozambicain, dont l'objectif est de promouvoir et diffuser les cultures francophones au Mozambique, mis en œuvre, avec le soutien de l'ambassade de France au Mozambique.

Ce mission est confiée à *EL-KABIR Bin Mohamed*, directeur de l'Office Culturel Départemental pour la durée de la mission.

Dans le cadre de la mission d'organisation une somme 5620€ (cinq milles six-cent vingt euros) sera mis à disposition de l'Office Culturel Départemental budgétisée par la Direction des Affaires Européennes et de la Coopération Régionale (DAECR), comprenant les dépense liées aux déplacement et au cachet d'artiste.

Fait à :

le :

Nom et signature du délégant

Nom et signature du délégataire

Convention de financement de délégation de mission à l'OCD pour l'envoi d'artistes au Mozambique

ENTRE,

Le Département de Mayotte, ayant son siège 8 Rue de l'hôpital, Mamoudzou 97600, Mayotte, représenté par Ben ISSA OUSSENI.

d'une part,

ET

Office Culturel Départemental Mayotte. 8 r Hôpital, 97600 MAMOUDZOU représentée par EL-KABIR Bin Mohamed, directeur de l'Office Culturel Départemental

d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2007-147 du 02 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements, dite loi Thiollière;

Vu la délibération n°DL_AP2021_0197 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil Départemental de Mayotte

Vu la délibération n°2067/2015/CD du 16 avril 2015 relative aux délégations de compétences du Conseil Départemental à la Commission Permanente ;

Vu la délibération n°0075/2018/CD du 13 avril 2018, relative au budget primitif 2022 du Département de Mayotte ;

Vu l'arrêté n°65/MCGVI/CD/2017 du 13 mars 2017 portant délégation de signature à Christiane Ayache, Directeur Général des Services ;

Vu le Cadre stratégique de coopération décentralisée et d'action internationale adopté par l'Assemblée plénière du Conseil départemental de Mayotte en date du 17 octobre 2018

Vu les statuts de FV validés en assemblée générale le 9 décembre 2009,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de versement à OCD de la subvention qui lui est allouée par le Conseil Départemental de Mayotte.

La convention pour une période ne pouvant excéder un an, en cas de non-exécution avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité du projet ou à toute autre condition que le projet ne soit pas dénaturé.

Elle prend fin lorsque le bénéficiaire a satisfait aux obligations énoncées aux articles de cette convention, au plus tard six mois après la fin de l'opération, date limite de présentation des bilans financiers et compte-rendu d'exécution final évoqué à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITE

L'aide financière apportée à ce projet ne peut entraîner la responsabilité du Département de Mayotte à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire, ou à tout autre tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

ARTICLE 6 : CONTROLE ET SANCTIONS

Le Département de Mayotte se réserve le droit de faire procéder au contrôle de l'utilisation des fonds par toute personne dûment mandatée à cet effet par le Département de Mayotte.

En cas de non-conformité aux dispositions de la présente convention, le Département de Mayotte se réserve le droit, après mise en demeure, d'annuler le montant de la subvention restant à verser ainsi que, éventuellement, celui de demander la restitution totale ou partielle des sommes déjà perçues.

ARTICLE 7 : MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée par accord des deux parties par voie d'avenant. Toute modification du projet, ou toute variation du coût des actions soutenues, excédant les limites fixées à l'article 3, devra faire l'objet d'un accord du Département de Mayotte.

ARTICLE 8 : DENONCIATION – RESILIATION

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de six mois commençant à courir à compter de la notification de mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'actes de réception, sauf si dans ce délai :

- Les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou on fait l'objet d'un début d'exécution ;
- L'inexactitude des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties signataires de la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

ARTICLE 10 : EXECUTION

Le Département de Mayotte et M/Mme le Payeur du Département de Mayotte sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent acte dont une ampliation sera adressée à Madame la Responsable de l'Antenne de France VOLONTAIRES à la Réunion.

ARTICLE 11 : DISPOSITIONS FINALES

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à, le

Pour l'Office Culturel Départemental

Pour le Département de Mayotte,